



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE RELATIF À LA MAINTENANCE  
PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE  
DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION  
POUR LE COMPTE DE L'IH2EF**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

Consultation n° **2025 – IH2EF –04-CVC**

## Sommaire

Préambule : .....	4
<b>ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 - Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 - Procédure, forme et durée de consultation.....	4
1.3 - Typologie des locaux.....	5
<b>ARTICLE 2 - Renseignements administratifs .....</b>	<b>5</b>
2.1 - Pour l'IH2EF.....	5
2.2 - Pour le titulaire .....	5
<b>ARTICLE 3 - DÉFINITIONS.....</b>	<b>5</b>
3.1 - La « maintenance ».....	5
3.2 - Les niveaux d'intervention.....	6
3.3 - Exploitation - maintenance.....	6
3.4 - Les « consommables de maintenance » et « ingrédients ».....	7
3.5 - Les « pièces de rechange ».....	7
3.6 - Marché à « obligation de résultat ».....	7
3.7 - La « franchise » .....	8
3.8 - « L'équipement » .....	8
3.9 - Le « délai d'intervention ».....	8
3.10 - Le « délai de rétablissement » .....	8
<b>ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES OPERATION DE MAINTENANCE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6 – CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>11</b>
6.1 - Contrôle .....	11
6.2 - Admissions .....	12
<b>ARTICLE 7 – FORME DE PRIX.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 8 – PAIEMENT .....</b>	<b>13</b>
8.1 Délai de règlement .....	13
8.2 Intérêts moratoires .....	14
8.3 Modalités de facturation.....	14
8.4 - Avance .....	14
8.5 - Carte d'achat .....	14
8.6 - Retenue de garantie .....	14
<b>ARTICLE 9 - RESILIATION .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 10 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 11 – CESSION .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 13– CLAUSE DE REEXAMEN .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14– ATTESTATION D'ASSURANCE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 15– JUSTIFICATION SOCIALE ET FISCALE.....</b>	<b>16</b>

<b>ARTICLE 16 - MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS - PÉNALITÉS.....</b>	<b>16</b>
16.1 - Pénalités pour retard d'intervention de dépannage et/ou de rétablissement.....	17
16.2 - Pénalités pour retard dans l'exécution de prestations .....	17
16.2.1 - Maintenance préventive.....	17
16.2.2 - Maintenance corrective.....	17
16.2.3 - Mise en marche / mise à l'arrêt des installations .....	17
16.3 - Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire .....	17
16.4 - Récapitulatif des différents délais .....	18
<b>ARTICLE 17 - RÉFACTION - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....</b>	<b>18</b>
17.1 - Réfaction en cas de mauvaise exécution .....	18
17.2 - Exécution aux frais et risques du titulaire.....	18
<b>ARTICLE 18 - RÉSILIATION.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 19 - GARANTIES.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 22 - RÈGLEMENT AMIABLE - DIFFÉRENDS ET LITIGES .....</b>	<b>19</b>
22.1 - Règlement amiable des litiges en cours d'exécution .....	19
22.2 - Différends et litiges.....	20
<b>ARTICLE 23 - JURIDICTION COMPÉTENTE.....</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 24 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>20</b>

## **Préambule :**

L'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF) est un service à compétence nationale du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Cet institut est chargé de la conception, du pilotage et de la mise en œuvre de la formation des personnels d'encadrement supérieur (inspecteurs, personnels de direction, personnels d'encadrement pédagogiques et administratifs, personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé, personnels des bibliothèques) des deux ministères. Ses compétences, son organisation et ses missions sont présentées sur le site Internet <https://www.ih2ef.gouv.fr>

L'Institut des hautes études de l'éducation et de la formation est dénommé dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) sous le sigle "IH2EF". La société retenue est désignée sous l'appellation "le titulaire".

Le directeur de l'IH2EF est le pouvoir adjudicateur pour l'initialisation et le suivi du présent accord cadre.

## **ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 - Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation (CVC).

Les prestations sont décrites dans les articles suivants. Les niveaux de maintenance sont (cf. article 3.4) :

- la maintenance préventive, de niveau 1 à 4,
  - la maintenance corrective, de niveau 2

Le présent accord-cadre distingue :

- une prestation annuelle principale, forfaitaire, destinée à assurer la maintenance préventive des équipements, la maintenance corrective à concurrence du montant de la franchise et éventuellement l'exploitation, selon le forfait commandé ;
- une prestation corrective hors forfait, déclenchée par une émission unique ou successive de bons de commande.

### **1.2 – Procédure, forme et durée de consultation**

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions prévues aux articles L2123-1, R.2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique. Cet accord-cadre est un marché public de fournitures courantes et services :

Il comporte une part forfaitaire et une part à de bons de commande en vertu des articles R.2162-2 et suivants du décret sus cité.

- passé sans minimum et avec un maximum de 39 999 euros, conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du CCP ;
- il prend la forme d'un marché simple et mono-attributaire ;
- il ne comporte pas de variante.

L'accord-cadre est conclu pour une première période ferme d'une durée d'un an à compter du 01/01/2026.

Il sera ensuite reconductible une fois par tacite reconduction pour une période de 12 mois, sauf s'il est dénoncé par le représentant du pouvoir adjudicateur, par l'envoi d'un courrier conférant date certaine de réception, au plus tard deux mois avant la fin de la période.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché .

Au terme de la durée totale d'exécution du présent accord-cadre (reconductions comprises) de quatre ans, si l'acheteur n'a pas désigné de nouveau titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de poursuivre l'exécution du présent contrat **par décision unilatérale pour une durée de trois mois, renouvelable une fois.**

### **1.3 - Typologie des locaux**

Le présent accord-cadre porte sur les installations CVC installés dans des locaux de types suivants :

- locaux à usage de bureaux,
- bâtiments d'hébergement, logements de fonction,
- restaurants administratifs,
- ateliers, locaux techniques,
- locaux à usage informatique,
- salles de réunion, de formation,
- locaux d'archives...

A titre indicatif, la description des équipements à maintenir est celle stipulée en annexe 2 au CCTP .

## **ARTICLE 2 - Renseignements administratifs**

### **2.1 - Pour l'IH2EF**

Le nom des personnes en charge du suivi des prestations pour l'IH2EF sera communiqué après notification de l'accord-cadre. Le titulaire reçoit de ces personnes toutes les informations relatives à l'exécution des prestations.

### **2.2 - Pour le titulaire**

Le titulaire du présent accord-cadre doit désigner, dès la notification dudit accord-cadre, une ou plusieurs personnes physiques privilégiées ayant la qualité pour le représenter vis-à-vis de l'IH2EF et ce, pour toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre. Les coordonnées communiquées devront être : le nom, le prénom, la fonction, le courrier électronique et le numéro de téléphone.

**Le comptable assignataire des paiements** sera la direction des finances publiques de la Vienne.

## **ARTICLE 3 - DÉFINITIONS**

### **3.1 - La « maintenance »**

La norme NF EN 13306 (janvier 2018) - Indice X 606319 définit la maintenance comme « ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destiné à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise ».

#### Types de maintenance

##### Maintenance préventive

Maintenance exécutée à intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits, destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien (extrait NF EN 13306 - Indice X 60-319).

### Maintenance programmée

Maintenance préventive exécutée selon un calendrier préétabli (extrait NF EN 13306 - Indice X 60-319).

### Maintenance corrective

Maintenance exécutée après détection d'une panne, destinée à remettre un bien en état d'accomplir une fonction requise (extrait NF EN 13306 - Indice X 60-319). Elle se décompose en maintenance palliative et maintenance curative.

### Maintenance palliative

Maintenance qui s'attache à corriger tout incident identifié empêchant l'utilisation d'un bien en condition optimale, nécessitant une intervention rapide pour pallier le plus urgent avec remise en service permettant de poursuivre l'exploitation, dans l'attente d'une correction définitive durable (maintenance curative).

### Maintenance curative

Maintenance qui s'attache à corriger tout défaut identifié, par des actions permettant de rétablir un bien dans son état initial lui permettant d'accomplir durablement sa fonction. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent.

## **3.2 - Les niveaux d'intervention**

Pour l'exécution du présent accord-cadre, parmi les 5 niveaux de maintenance définis selon les normes

NF X 60-000 (avril 2016) et NF EN 13306 (janvier 2018) - Indice X 606319, seuls les niveaux 1 à 4 sont utilisés. Le niveau 5 est exclu de cet accord-cadre.

### Niveau 1 :

Type d'action : réglages simples prévus par le constructeur, au moyen d'organes accessibles sans aucun démontage d'équipement ou échange d'éléments accessibles en toute sécurité.

Personnel : exploitant du bien.

Exemple : ré initialisation d'un automate après arrêt d'urgence.

### Niveau 2 :

Type d'action : dépannage par échange standard, opérations mineures de maintenance préventive.

Personnel : technicien habilité.

Exemple : changement d'un relais, contrôle de fusibles, ré-enclenchement de disjoncteur.

### Niveau 3 :

Type d'action : identification et diagnostic de pannes, réparation par échange standard, réparations mécaniques mineures, maintenance préventive.

Personnel : technicien spécialisé.

Exemple : identification de l'élément défaillant, recherche et élimination de la cause, remplacement.

### Niveau 4 :

Type d'action : travaux importants de maintenance préventive ou corrective, exceptés rénovation et reconstruction, réglage des appareils de mesure, contrôle des étalons.

Personnel : équipe avec encadrement technique spécialisé.

Exemple : intervention sur matériel dont la remise en service est soumise à qualification.

## **3.3 - Exploitation - maintenance**

Pour cet accord-cadre, il s'agit de l'exploitation technique des installations associées aux

bâtiments, indépendamment des tâches liées à l'administration ou aux activités.

L'exploitation technique comprend les seules actions attachées directement à un bâtiment et ses abords, comme :

- la conduite et l'entretien courant des installations techniques ;
- la mise en route et l'arrêt des chaufferies ;
- les basculements saisonniers des climatisations réversibles et pompes de circulation ;
- le relevé des compteurs (eau, électricité, gaz, calories, ECS...) ;
- le suivi des consommations.

### **3.4 - Les « consommables de maintenance » et « ingrédients »**

Au sens de la norme NF X 60-000, il s'agit des produits ou articles banalisés nécessaires à la maintenance, de faible coût et de consommation fréquente, comme les huiles, graisses, rouleaux de papier pour appareils enregistreurs, quincaillerie, filtres climatiseurs (compris, pour chaque organe, dans la limite du montant de la franchise du forfait commandé, en € HT), fluides frigorigènes (pour les climatiseurs de moins de 2 kg de gaz), sels adoucisseur d'eau, traitement filmogène...

**Les modalités suivantes seront appliquées au titre du présent accord-cadre :**

- les « consommables de maintenance » (papier, petites fournitures, joints...) et « ingrédients de maintenance » (huile, graisse, dégrissant, lubrifiant...) nécessaires aux actions de maintenance sont dus et compris dans le prix forfaitaire, sans limitation ;
- les éléments consommables (filtres à carburant, filtres Split, anode sacrificielle...) constitutifs d'un équipement et indispensables à son fonctionnement sont également dus et compris dans le prix forfaitaire ;
- les courroies, filtres de CTA et sels d'adoucisseurs ne sont pas compris au titre du forfait de maintenance, et doivent faire l'objet d'un devis, sans déduction de franchise. Ce devis est soumis à l'acceptation de l'IH2EF.

### **3.5 - Les « pièces de rechange »**

La norme NF X 60-000 distingue trois types de pièces de rechange :

Pièces à remplacement programmé : il s'agit des « pièces d'usure conçues pour recevoir seules l'usure ; le remplacement est préconisé par le constructeur pour un nombre déterminé d'unités d'usage ».

Pièces à remplacement non programmé : il s'agit de pièces de rechange dont le remplacement intervient en général au cours d'une action de maintenance corrective exécutée à la suite d'une défaillance. C'est le cas pour des pièces à remplacement programmé qu'une action de maintenance corrective oblige à remplacer, en dehors de la périodicité normale de maintenance préventive. Cela se produit également lors d'un franchissement de seuil d'un paramètre suivi en maintenance conditionnelle.

Pièces à remplacement exceptionnel : il s'agit de pièces détachées ou assemblées dont la durée de vie prévisible est au moins égale à celle du bien considéré.

### **3.6 - Marché à « obligation de résultat »**

L'obligation de résultat est l'obligation pour le titulaire d'atteindre un résultat précis, véritable et déterminé à l'avance.

Le présent accord-cadre est à obligation de résultat :

- dans la planification et la réalisation de maintenance périodique telle que prévue à la gamme de maintenance (annexe 1 au CCTP) ;
- dans le respect des délais d'intervention et de rétablissement associés au forfait

commandé ;

- concernant les actions à mener en maintenance corrective, l'obligation de résultat intègre notamment la production et l'exécution des devis dans les délais ;
- dans le respect des délais d'indisponibilité des équipements ;
- dans la mise en place d'une exploitation efficiente des équipements ;

Dans le cadre des interventions correctives au sens des normes AFNOR NF EN 13306 et NF X 60-000, il appartient au titulaire de mettre en œuvre, dans les délais fixés au présent contrat, les actions palliatives suffisantes permettant la remise en service même provisoire de l'équipement pour qu'il accomplisse tout ou partie de ses fonctions, pour mettre un terme au désordre.

La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants, libérant le titulaire de son obligation de résultat.

### **3.7 - La « franchise »**

La franchise est une exemption n'ouvrant pas droit à paiement par facturation complémentaire, à hauteur du plafond prévu au forfait commandé.

Cette franchise s'entend hors taxes, par intervention et par équipement, rabais contractuel déduit.

Pour la pose des pièces couvertes par la franchise, la main d'œuvre et le déplacement sont compris au titre du forfait commandé.

Pour les pièces d'un montant supérieur à la franchise, le titulaire doit adresser à l'IH2EF :

- son devis, précisant le temps passé, le coût de la main d'œuvre et la remise appliquée,
- la facture du fournisseur.

### **3.8 - « L'équipement »**

Pour l'exécution du présent accord-cadre, l'équipement correspond au regroupement d'un « ensemble de biens, ou partie d'un bien déjà fractionné, considéré individuellement et qui assure une voire plusieurs fonctions requises élémentaires » (extrait FDX 60-012). L'article 2 du CCTP précise ce point.

Exemples : CTA alimentée en eau glacée, climatiseur autonome monobloc ou multi-bloc, groupe de production d'eau glacée, pompe ou groupe de pompes pour une fonction requise, chaudière avec brûleur et pompes de bouclage/distribution...

### **3.9 - Le « délai d'intervention »**

Ce délai s'entend comme le délai maximum dont dispose le technicien pour intervenir sur l'équipement concerné, après réception d'un appel ou d'une demande d'intervention. Le temps de déplacement est compris.

Cette demande est transmise par tout moyen approprié, convenu au préalable à la mise en place du marché.

Le moyen d'attester de la bonne réception de cette demande par le titulaire est également convenu à la mise en place du marché.

L'intervention doit être assurée par un technicien ou une équipe technique, selon l'importance de la panne, du matériel et de la typologie du bâtiment.

La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants, libérant le titulaire de son obligation de résultat.

Les délais d'intervention actés au présent contrat s'entendent pour une durée maximale après réception de la demande d'intervention.

### **3.10 - Le « délai de rétablissement »**



Ce délai correspond au délai maximum autorisé d'indisponibilité du système, après réception de la demande d'intervention par le titulaire.

Le mainteneur est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires permettant de rétablir a minima une utilisation dégradée des équipements, dans l'attente de la réparation définitive.

Le non-respect du délai de rétablissement peut être sanctionné par les pénalités prévues à l'article 16.

#### **ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante ; seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi :

l'acte d'engagement (AE) et ses annexes 1 et 2 : annexe 1 (BPU) ;  
annexe 2 (BPU MO rabais délais) ;

- le CCAP;
- le CCTP et ses annexes :  
annexe 1 : gamme de maintenance ;  
annexe 2 : recensement des installations et équipements ;
- le mémoire technique présenté par le titulaire, les réponses aux questions et, éventuellement, la mise au point avant notification ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 ;
- les normes et/ou spécifications techniques approuvées.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées et constitutives du présent accord-cadre est réputée non écrite.

En cas de contradiction, le présent CCAP prévaut sur les conditions générales du titulaire, qui déclare avoir pris connaissance et accepte sans réserve le présent cahier des charges.

Le CCAG-FCS étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre. Chaque titulaire peut le consulter sur le site Internet suivant :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

#### **ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES OPERATION DE MAINTENANCE**

##### **5.1 - Prise en charge**

Au titre du présent contrat, le titulaire :

- doit actualiser l'inventaire de départ et compléter si besoin lors la prise en charge,
- devra également dresser un inventaire de sortie, dans le cadre des opérations de démobilisation.

Établis sur la base du tableau de recensement (annexe 2 au CCTP), les inventaires doivent mentionner dans une colonne « observations » des préconisations techniques et, le cas échéant, mettre en évidence les équipements jugés vétustes.

Dans cette optique, le titulaire doit dépêcher les moyens en personnel et matériel nécessaires à ces missions de contrôle et vérification qualitative des prestations.

##### Inventaire de départ / inventaire exhaustif

L'inventaire indicatif de départ des installations / équipements fait l'objet de l'annexe 2 au CCTP. Les principaux équipements sont listés. Pour autant, le titulaire doit réaliser les prestations sur l'ensemble des matériels et équipements constituant les installations et

nécessaires à leur bon fonctionnement.

A la signature du marché, le titulaire dispose d'un délai de **six semaines** pour vérifier la liste des matériels et équipements du site (nombre et type des matériels, marque, caractéristiques techniques) et compléter les données techniques du tableau de recensement fourni en annexe 2 au CCTP.

La réalisation de l'inventaire exhaustif ne peut donner lieu à modification du prix de l'offre du titulaire

#### Audit d'entrée – Procès-verbal (PV) de prise en charge des installations

D'autre part, est soumise au même délai de **six semaines** à compter de la réception du bon de commande, la réalisation par le titulaire de :

- l'audit de prise en charge des installations,
- la rédaction et la transmission au service d'un PV de prise en charge détaillant le recensement actualisé et l'état des lieux des matériels et équipements du site.

Le titulaire peut proposer au service d'effectuer la première visite préventive en même temps qu'il réalisera l'audit de prise en charge. Ceci permet d'obtenir un diagnostic plus complet de l'état des installations, et de meilleures préconisations dans le PV de prise en charge des installations.

Le service reste libre d'accepter ou non cette simultanéité de prestations (audit d'entrée et première visite préventive). Dans ce cas, le titulaire devra réaliser ultérieurement cette visite, dans les conditions du présent cahier des charges.

Le PV de prise en charge doit être remis au service, en version « papier » et dématérialisée. Il est dressé de façon contradictoire, en présence du responsable de site ou de son représentant.

Il indique la date, les noms et qualité des participants aux visites de prise en charge, est accompagné de la liste exhaustive des matériels, est signé des deux parties puis remis au responsable de site.

La réparation d'installations hors service lors de la prise en charge donne lieu à l'établissement d'un devis de maintenance corrective.

## **5.2 - Descriptif des installations concernées**

Le détail des matériels et équipements est référencé l'annexe 1.

## **5.3 - Description des prestations**

Elle vise à maintenir le matériel dans le meilleur état possible et de permettre une utilisation conforme aux normes en vigueur sous réserve que les matériels soient utilisés par le personnel conformément aux prescriptions du constructeur et du titulaire.

La maintenance préventive

Elle consiste :

- à établir un programme d'entretien des équipements conformément aux notices des fournisseurs précisant la fréquence et le contenu des visites d'inspection, de programmation et d'entretien.
- à réaliser les interventions prévues. En aucun cas un sous-traitant ne pourra être chargé de ces prestations sans en informer IIH2EF
- à effectuer les prélèvements d'eau et les analyses réglementaires bactériologiques par un laboratoire agréé et de transmettre les rapports de ceux-ci au responsable du secteur immobilier.
- à informer le responsable ou l'un des agents de la cellule maintenance et sécurité de tout dysfonctionnement constaté...

La gamme de la maintenance préventive est référencée dans l'annexe 2.

Sont prévues au présent cahier des charges les opérations de maintenance préventive et curative y compris le dépannage 24h/24 365 jours par an, et les travaux de petit entretien. Les fournitures et la main d'œuvre ainsi que les déplacements nécessaires à ce petit entretien sont inclus.

Le marché prévoit un planning de visite fourni chaque année par le titulaire. Ce planning sera impérativement communiqué dans les **six semaines** qui suit la notification du marché.

L'ensemble de ces prestations fera l'objet d'un compte rendu précis devant permettre à L'IH2EF de s'assurer de la réalisation de toutes les opérations listées ci-dessus.

## **Maintenance curative**

Elle concerne des défaillances survenues en dépit d'une utilisation correcte du matériel par l'utilisateur.

Pour ce qui concerne les interventions inopinées, le nom du technicien et l'horaire approximative d'arrivée devront être communiquées.

Hormis les opérations de maintenance de niveau 1 (effectuables par le personnel technique de l'IH2EF), le titulaire s'engage à assurer les dépannages nécessaires dans un délai qui ne peut dépasser 4 heures après appel de l'IH2EF, ce 24 h sur 24, 365 jours par an, faute de quoi des pénalités de retard, prévues au présent CCAP, seront appliquées.

Les dépannages comprennent :

- La recherche de l'origine du (ou des) défauts ;
- La remise en service des installations dans le cadre des prestations contractuelles, ou, en cas d'impossibilité immédiate, la prise de mesures conservatoires.

Une traçabilité des interventions sera consignée sur un carnet papier ou numérique où figureront :

- la date et l'heure de l'appel,
- le nom et la qualité de l'appelant,
- le motif de l'appel,
- la transmission de l'appel au technicien intervenant,
- la date et l'heure d'intervention
- le bilan de l'intervention.

L'IH2EF décidera de leur opportunité, d'une part grâce aux constatations découlant de l'exploitation des installations, d'autre part, grâce aux recommandations du titulaire lors des visites préventives. Si certaines zones font l'objet d'inhibition provisoire du système de surveillance incendie, suite aux travaux, le titulaire devra proposer à l'IH2EF des solutions techniques satisfaisantes afin de maintenir la sécurité à un niveau satisfaisant.

Le titulaire proposera au responsable de l'IH2EF les travaux correctifs adaptés aux technologies actuelles et à venir (dans la mesure de ses besoins). Un devis détaillé sera adressé à l'IH2EF dans un délai de 3 jours. Celle-ci validera la demande par un bon de commande.

Un bon d'intervention daté et signé par les deux parties sera délivré, il portera mention des anomalies et des actions correctives entreprises.

## **ARTICLE 6 – CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

### **6.1 - Contrôle**

Ce contrôle est effectué par un référent technique.

Les opérations de vérification qualitative ont pour but de constater :

- la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché,
- le nombre et la qualité des interventions exécutées par rapport au programme de

maintenance préventive.

Ces vérifications peuvent être effectuées lors des interventions du titulaire, ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur :

- l'état des installations et équipements entretenus,
- la qualité des rapports d'intervention,

## **6.2 - Admissions**

Après les vérifications préalables, et sous réserve des vices cachés, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché.

### **Admission des opérations de maintenance préventive**

Cette admission prend effet à la date de notification de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai d'un mois à compter de la date de remise du rapport d'intervention de maintenance préventive.

L'admission ouvre droit au paiement des opérations de maintenance et/ou de contrôle.

### **Admission des opérations de maintenance corrective**

Cette admission prend effet à la date de notification de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai d'un mois à compter de la date de remise du compte-rendu d'intervention.

L'admission ouvre droit au paiement des opérations objet des bons de commande ponctuels.

## **ARTICLE 7 – FORME DE PRIX**

Le marché est :

- pour partie à prix global et forfaitaire pour la maintenance préventive selon l'annexe 1 à l'AE,
- pour partie à prix unitaires pour la maintenance corrective en dépassement de franchise ou hors forfait (cf. annexes 2, 3 et 4 à l'AE).

### **Maintenance préventive :**

La maintenance préventive s'exécute sur la base de la gamme de maintenance (annexe 1 au CCTP).

Outre les actions préventives organisées par le titulaire, elle comprend une franchise d'intervention pour les pièces. Cette dernière est une exemption n'ouvrant pas droit à paiement par facturation complémentaire, à hauteur du montant de la franchise correspondant au forfait commandé.

Cette franchise d'intervention s'entend hors taxes, par intervention et par équipement, rabais déduit (déduction faite du rabais fournisseur par exemple), pour un ensemble de réparation homogène.

La main d'œuvre et le déplacement pour la pose des pièces couvertes par la franchise sont compris au titre du forfait de maintenance préventive.

Le prestataire fait son affaire des frais de déplacement liés à chacune de ses interventions au titre de ce forfait.

Les consommables de maintenance et ingrédients nécessaires aux actions de maintenance préventive sont dus selon les modalités précisées à l'article 3.6.

La prestation annuelle principale est déterminée par l'émission d'un bon de commande annuel.

Le service émet un bon pour l'ensemble des équipements d'un site, pour que le titulaire réalise les actions périodiques définies à la gamme de maintenance (annexe 1 au CCTP).

Cet accord-cadre comprend pour la maintenance des installations avec exploitation, **une**

**franchise** systématiquement appliquée d'un montant de 400 € HT.

Franchise d'intervention (par équipement et par intervention)	400 € HT sur pièces (main d'œuvre et déplacement compris au titre du forfait commandé)
Plage d'intervention / Dépannage	24h/24, 7j/7
Délai d'intervention	4 heures maxi, à réception de la demande
Délai de rétablissement	12 heures maxi, à réception de la demande (aucun créneau horaire exclus du décompte)
Ingrédients / consommables de maintenance	Intégralement pris en charge dans le cadre de l'exploitation

### **Maintenance corrective**

Les prestations de maintenance corrective sont également exécutées par bons de commande émis, selon l'émergence du besoin. Les bons de commande comportent au minimum les informations suivantes :

- la définition de l'objet du marché,
- la référence du devis,
- la définition de l'objet du marché,
- les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement, telles que mentionnées sur le devis,
- les prix HT et TTC, le montant de la TVA et les conditions de règlement.

En cas de panne, sans émission préalable d'un bon de commande, le titulaire doit obligatoirement remettre en marche les installations, à moins que la nature de la panne rende cette opération totalement impossible. Le devis des prestations nécessaires, le cas échéant (dépassement du montant de la franchise), doit être transmis dans un délai de maximum de 72 heures, par messagerie électronique.

Pour les pièces dont le prix dépasse le montant de la franchise du forfait commandé, et pour les prestations hors forfait ou sur BPU, le devis doit prendre en compte les taux horaires, coefficients et rabais sur pièces et fournitures de l'annexe 2 à l'AE, et la tarification de l'annexe 3 à l'AE.

Le titulaire doit joindre au devis la facture fournisseur remise (tarif professionnel) ou prix public pour l'achat des pièces dépassant la franchise, et faire apparaître le temps prévu et le taux horaire.

Le prix net de ces prestations doit être facturé aux conditions économiques applicables à la date des prestations.

Lorsqu'il est prévu de confier l'exécution de certaines prestations à un sous-traitant, la décomposition de prix rémunérant ces prestations doit être remise au responsable du site en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

## **ARTICLE 8 – PAIEMENT**

Le titulaire adresse ses demandes de paiement après service fait conformément au présent article.

### **8.1 Délai de règlement**

Conformément à l'article R2192-10 de la commande publique, la personne publique s'engage sur

un délai global de paiement de 30 jours. Ce délai comprend l'intervention de l'ordonnateur et celle du comptable, mais ne comprend pas les délais bancaires.

Le délai global de paiement prend effet à compter de la date d'admission de chaque prestation si elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement validée par l'administration. Dans le cas contraire, le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture.

## 8.2 Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R2192-31 et D 2192-35 du code de la commande publique.

## 8.3 Modalités de facturation

Le titulaire fera parvenir ces factures directement de façon **dématérialisée et gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus factures** à l'adresse suivante : <https://www.chorus-pro.gouv.fr>, en faisant IMPERATIVEMENT apparaître sur la facture le service exécutant (FAC0000086) et le numéro du marché qui vous sera communiqué lors de la notification du marché.

Pour information une hotline téléphonique est disponible pour assister les utilisateurs dans la prise en main de l'application Chorus Pro.

N° de téléphone : 04 77 78 39 57

Ce service est disponible du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés).

Les factures devront préciser les sommes auxquelles le titulaire prétend et donner tous les éléments de détermination de ces sommes. Elles seront établies en un original, et porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la désignation de la personne publique contractante ;
- les nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- la référence du marché correspondant et le service **exécutant FAC0000086**;
- **les dates** de réalisation des prestations ;
- le montant hors TVA, le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des fournitures ou des services ;
- la date de la facture.

Si un titulaire – ou un sous-traitant – est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, ses facturations sont établies hors TVA. Il demande à l'administration fiscale française la communication d'un numéro d'identification. Les frais de facturation sont inclus dans les prix de l'accord-cadre.

## 8.4 - Avance

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu le versement d'avance.

## 8.5 - Carte d'achat

L'utilisation de la carte achat n'est pas prévue dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre.

## 8.6 - Retenue de garantie

Il n'y a pas de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

## ARTICLE 9 - RESILIATION

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG-FCS.



## ARTICLE 10 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent accord-cadre ne comporte pas de traitement de données à caractère personnel.

Le cas échéant les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

## ARTICLE 11 – CESSION

L'accord cadre peut être cédé dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique. Il est remis, **sur demande du titulaire**, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des Créances résultant de l'accord cadre.

## ARTICLE 12 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre, à condition d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur.

La présentation du sous-traitant se fait sous la forme d'un formulaire DC4 téléchargeable en utilisant le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Après notification de l'accord-cadre, la procédure d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est sous la responsabilité du service ordonnateur. Le paiement direct d'un sous-traitant est obligatoire dès que sa prestation est d'un montant égal ou supérieur à six cents euros hors taxe (600 € HT).

Sans préjudice des dispositions d'ordre public des textes énoncés ci-dessus, le titulaire et leurs sous-traitants se conforment à l'ensemble des modalités de présentation imposées par les services ordonnateurs.

Les agents des titulaires – ou des sous-traitants – qui réalisent les prestations dues au titre du présent accord-cadre sont qualifiés, compétents, formés pour être aptes à exécuter toutes les prestations prévues au CCP, conformément à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art. Ils respectent les règlements intérieurs de l'IH2EF.

En cas d'insatisfaction dûment justifiée de l'IH2EF de l'attitude ou du travail d'un agent du titulaire, l'IH2EF peut exiger du titulaire son remplacement pour les interventions à venir.

## ARTICLE 13– CLAUSE DE REEXAMEN

Au terme de la durée totale d'exécution du présent accord-cadre de deux (2) ans, reconductions comprises, si l'IH2EF n'a pas désigné de nouveau titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de poursuivre l'exécution du présent contrat **par décision pour une durée de trois (3) mois renouvelable une fois**.

## ARTICLE 14– ATTESTATION D'ASSURANCE

Conformément à l'art. 9 du CCAG-FCS, le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IH2EF et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire justifie qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, **dans les quinze jours (15 j)** à compter de la notification de l'accord-cadre, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans les quinze jours à compter de la réception de

la demande.

## ARTICLE 15– JUSTIFICATION SOCIALE ET FISCALE

Une fois que l'accord-cadre lui a été notifié, le titulaire fournit, en langue française :

✓ **tous les six mois**, conformément aux articles L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8221-1 et suivants, et D. 8222-7 du code du travail :

- un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'art. 286 ter du code général des impôts ;
- une attestation de vigilance délivrée par l'union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf), prouvant qu'ils respectent les règles en matière de lutte contre le travail dissimulé, conformément aux articles L. 8222-1 et suivants du code du travail.

Ce document mentionne :

- l'identification de l'entreprise (dénomination sociale, adresse du siège social et, la liste des établissements concernés avec leur numéro de Siret) ;
- qu'elle est à jour de ses obligations sociales pour les six derniers mois ;
- le nombre de salariés employés ;
- le montant total des dernières rémunérations déclarées à l'Urssaf et les cotisations acquittées au cours des six derniers mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers assujettis à la possession d'une autorisation de travail, occupés pour la mise en œuvre des prestations de service prévues au présent accord-cadre régional, conformément aux articles L. 5221-5 et suivants du code du travail.

✓ **tous les ans** :

- un certificat fiscal délivré par le service des impôts, permettant de justifier de la régularité de leur situation fiscale.
- pour les entreprises de vingt salariés ou plus, une attestation de conformité à l'obligation d'emplois de travailleurs handicapés délivré par l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (Agefiph), conformément aux art. L. 5212-1 et suivants du code du travail.

Dans le cas où un titulaire prendrait la forme d'un groupement d'entreprises, tous les cotraitants fournissent ces documents selon la fréquence indiquée et sous la responsabilité du mandataire.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations, mise gratuitement à disposition, via l'adresse internet suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Si un titulaire ne s'acquitte pas de ces formalités, une pénalité peut lui être appliquée allant jusqu'à 10 % du montant du contrat et ne peut pas excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8221-1, L. 8221-2 et L. 8224-5 du code du travail.

L'IH2EF informé par un agent de contrôle mentionné à l'art. L. 8271-1-2 du code du travail, de la situation irrégulière d'un titulaire au regard des formalités précitées, l'enjoint de cesser sans délai cette situation. Le titulaire mis en demeure apporte la preuve au service qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, l'accord-cadre peut être rompu sans indemnité, aux frais et aux risques du titulaire.

L'IH2EF informe l'agent de contrôle auteur du signalement des suites données par le titulaire à l'injonction.

## ARTICLE 16 - MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS - PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

- les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable,
- le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les délais à prendre en compte pour une éventuelle mise en pénalité sont ceux exposés



dans les articles du présent CCAP et du CCTP. Un récapitulatif est établi à l'article 16.6.

Les pénalités sont imputées sur la prochaine facture du service concerné et/ou sont recouvrées par le service par émission d'un titre de recette exécutoire, indépendant de toute facturation.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

### **16.1 - Pénalités pour retard d'intervention de dépannage et/ou de rétablissement**

Tout retard d'intervention ou de rétablissement peut être sanctionné par une pénalité de retard de 50 € HT par heure de retard,

Ces pénalités peuvent être cumulées (retard d'intervention et retard de rétablissement).

### **16.2 - Pénalités pour retard dans l'exécution de prestations**

#### **16.2.1 - Maintenance préventive**

Sur la base de la périodicité prévue à la gamme de maintenance, tout retard d'intervention peut être sanctionné par une pénalité de 2 % du montant annuel HT commandé par jour calendaire de retard.

#### **16.2.2 - Maintenance corrective**

Compte-tenu de l'obligation de résultat :

- tout retard d'intervention par rapport aux délais mentionnés au devis peut être sanctionné par une pénalité de 2% du montant annuel HT commandé par jour de retard
- tout retard non motivé pour fournir un devis dans le délai imparti après réception de la demande peut entraîner l'application de la pénalité pour intervention non concluante.

En outre, passé ce délai, l'IH2EF, peut prononcer l'annulation du bon de commande et faire réaliser les prestations par un tiers au contrat.

#### **16.2.3 - Mise en marche / mise à l'arrêt des installations**

A réception de la demande formalisée d'un responsable de site, transmise le titulaire doit avoir réalisé la mise en marche (ou mise à l'arrêt, ou bascule des installations) dans un délai de 3 jours ouvrés .

Tout retard peut être sanctionné par une pénalité égale à 5 % du montant annuel HT du bon de commande pour le service concerné.

### **16.3 - Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire**

Tout retard dans la remise de rapports d'intervention, inventaires, audits d'entrée et autres rapports et indicateurs, mémoires, devis, planning et plus largement, tous documents relatif au présent marché peut entraîner l'application d'une pénalité égale à 50 € HT par jour ouvré de retard, par site et par type de document.

Toute absence non excusée du titulaire aux réceptions de travaux, accompagnement aux opérations de contrôle réglementaire ou réunions diligentées par l'IH2EF peut entraîner l'application d'une pénalité de 350 € HT, sans mise en demeure préalable si le titulaire a été

informé avec un préavis d'une semaine.

## 16.4 - Récapitulatif des différents délais

### Délais d'intervention et de rétablissement

	<b>Délai d'intervention</b> (à réception de la demande)	<b>Délai de rétablissement</b> (à réception de la demande)	<b>Référence</b>
	4h maxi	12h maxi	CCAP article 7

### Autres délais contractuels

<b>Désignation</b>	<b>Délai contractuel</b>	<b>Référence</b>
<b>Inventaire de départ</b>	à réaliser dans un délai de 6 semaines	CCAP article 5
<b>PV de prise en charge des matériels</b>	à réaliser et transmettre au service dans un délai de 6 semaines à réception du bon de commande	CCAP article 5
<b>Mise en marche / à l'arrêt des installations</b>	3 jours ouvrés à réception de la demande	CCAP article 16.2.3
<b>Établissement de devis de maintenance corrective</b>	72h à réception de la demande ou du constat de la défaillance	CCAP article 7
<b>Classeur de maintenance</b>	10 semaines à réception du bon de commande	CCTP article 10.1
<b>Rapport d'intervention de maintenance préventive et dépannage</b>	aussitôt après l'opération	CCTP articles 10.2
<b>Rapport d'intervention de maintenance corrective</b>	1 semaine après l'intervention	CCTP article 10.2.2
<b>Rapport annuel</b>	4 semaines avant la date anniversaire du contrat	CCTP article 10.3
<b>Planning prévisionnel de maintenance préventive</b>	à réaliser dans un délai de 4 semaines à réception du bon de commande	CCTP article 11
<b>Intervention corrective suite à devis validé</b>	30 jours maximum à réception du bon de commande	CCTP article 11.2

## ARTICLE 17 - RÉFACTION - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

### 17.1 - Réfaction en cas de mauvaise exécution

En cas de mauvaise exécution des prestations, il sera fait application de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

### 17.2 - Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de retard, désordre ou non exécution d'une partie des prestations, le représentant du

pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la faire exécuter par un tiers aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire.

L'exécution aux frais et risques peut être prononcée indépendamment de la résiliation partielle ou totale du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues excède 15 jours. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnité au titulaire défaillant peut être entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposent à la bonne et entière exécution des prestations.

#### **NOTA IMPORTANT**

**L'administration prendra soin de signaler au titulaire défaillant la notification de marché de substitution, pour qu'il puisse user de son droit à suivre les travaux exécutés à ses frais et risques, en vue de sauvegarder ses intérêts.**

### **ARTICLE 18 - RÉSILIATION**

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions prévues aux articles 39 à 44 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

La procédure d'exécution aux frais et risques tel que défini à l'article 45 du CCAG-FCS pourra être mise en œuvre.

### **ARTICLE 19 - GARANTIES**

Les dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS sont seules applicables.

### **ARTICLE 22 - RÈGLEMENT AMIABLE - DIFFÉRENDS ET LITIGES**

#### **22.1 - Règlement amiable des litiges en cours d'exécution**

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties, qui s'engagent à examiner ensemble et dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties s'engagent à mettre en place une médiation en saisissant le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

## **22.2 - Différends et litiges**

Les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS sont seules applicables.

### **ARTICLE 23 - JURIDICTION COMPÉTENTE**

En cas de litige relatif à l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents, conformément aux dispositions de l'article R221-3 du Code de justice administrative.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de POITIERS :

Tribunal administratif de Poitiers  
15 Rue de Blossac  
CS 80541  
86 020 Poitiers Cedex  
Téléphone : 05 49 60 79 19  
Télécopie : 05 49 60 68 09  
Courriel : [greffe.ta-poitiers@juradm.fr](mailto:greffe.ta-poitiers@juradm.fr)

Le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

### **ARTICLE 24 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

L'article 8.4 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 11.1 du CCAG-FCS.  
L'article 16 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-FCS.